

*Affaires courantes*

ne se sont jamais concrétisées. Les niveaux annoncés en 1990 sont complètement défoncés, non pas seulement en termes de chiffres, mais aussi en termes des différentes classes.

En 1988, la même ministre nous a présenté un autre beau plan qui, disait-elle, allait régler la montagne de cas de réfugiés qui traînent encore aujourd'hui. Hors, deux ans plus tard, pas plus de 20 p. 100 des cas sont réglés, et aujourd'hui nous passons à un autre plan, non pas biennal mais bien quinquennal.

Tous ces plans ne font finalement que démontrer que l'immigration au Canada est complètement hors de contrôle, monsieur le Président. Ce qu'il faut, c'est revenir aux principes. Le temps où l'immigration n'était qu'une victime de la conjoncture économique changeante est maintenant révolu. Aujourd'hui, les esprits progressifs voient plutôt l'immigration comme un moteur important de notre économie.

Dans un pays où la densité de population est si basse, l'immigration—si elle est traitée avec intelligence, compassion et adéquate de planification—représente un efficace levier de développement de nos ressources tant économiques qu'humaines.

La réalité, c'est que nous n'avons pas trop d'immigrants au Canada, nous en avons trop peu, monsieur le Président.

Le piège, c'est d'analyser ce dossier en fonction essentiellement de critères économiques et d'oublier de prendre aussi en considération la réalité sociologique et démographique qui nous attend au cours des prochaines décennies.

Les faits sont clairs, faciles à comprendre et les projections statistiques sont impressionnantes. Fondamentalement, la population canadienne vieillit et ne se reproduit pas suffisamment pour assurer son remplacement. Depuis 15 ans déjà, le taux de natalité est au-dessous du niveau de remplacement de la population actuelle.

Au rythme où vont les choses, la population va augmenter pendant quelques années encore pour atteindre un maximum de 28 millions de Canadiens et Canadiennes d'ici 25 ans, et ensuite diminuer jusqu'à 15 millions 25 ans plus tard.

Monsieur le Président, il faut, de toute évidence, prévoir dès maintenant les conséquences de cette courbe démographique car, si jamais la population canadienne baissait à ce niveau, notre pays devrait faire face à de terribles conséquences socio-économiques. Qu'on pense seulement à l'impact des éléments suivants: réduction dramatique de notre force ouvrière productive et baisse de revenu de taxes qui en découle face aux besoins exigeants générés par une population sans cesse vieillissante. Pour survivre et prospérer, nous devons compen-

ser pour la dénatalité et conserver un niveau de population active essentiel au maintien de notre niveau d'activités économiques.

[Traduction]

Nous devons nous décider sans tarder: voulons-nous que le Canada devienne l'un des pays importants du monde, au cours des cinquante prochaines années, ou sommes-nous satisfaits de la situation présente, qui nous reléguera, à la longue, au statut d'élément marginal de l'univers?

Aujourd'hui, tout le monde parle de notre déficit financier. Nous n'avons pas qu'un déficit sur le plan financier, nous en avons un autre aussi important—sinon plus—, un déficit humain, qui s'accroît et qui devient plus menaçant chaque jour.

Dans le document déposé aujourd'hui, la ministre accorde beaucoup d'importance à sa stratégie d'intégration fédérale, aux valeurs des Canadiens et à la fierté nationale, mais ce ne sont que des vœux pieux et des bonnes intentions.

La ministre a omis de présenter un plan d'action détaillé, des objectifs précis et enfin, détail important, un budget.

[Français]

Dans son document, la ministre fait grand cas de sa stratégie fédérale d'intégration, où elle parle de valeurs canadiennes et de fierté nationale.

Mais, monsieur le Président, ce ne sont là que des vœux pieux car il n'y a pas de plan d'action, pas d'objectif déterminé, et surtout pas de budget.

Pendant ce temps, monsieur le Président, l'Association canadienne des conseillers scolaires nous apprend qu'il y aurait de 125 000 à 150 000 enfants immigrants qui ne reçoivent aucune éducation en français ou en anglais à cause du manque de ressources. Les autorités scolaires n'ont tout simplement pas les outils nécessaires pour faire face à cet afflux soudain.

Monsieur le Président, dans ce document on ne trouve pas un mot non plus sur un plan de sensibilisation de la population canadienne aux changements sociaux reliés à l'immigration. En effet, il devient de plus en plus urgent de mettre sur pied une stratégie d'information et d'éducation du public canadien face à ce phénomène encore inconnu—donc encore menaçant—de l'immigration.

Les statistiques démontrent qu'environ un canadien sur trois est peu enthousiaste, pour ne pas dire réticent, à accueillir des immigrants au Canada.

Information et éducation sont les meilleures polices d'assurance que nous pouvons nous donner contre le racisme sous toutes ses formes. Voilà un des drames de ce plan quinquennal.